

# Porto Alegre : le monde dix ans après

## Introduction du dossier

**Louis Weber**

*Secrétaire de la rédaction de la revue Savoir/Agir, membre de la direction d'Espaces Marx*

Le dossier de ce numéro est consacré au mouvement altermondialiste. Ce mouvement a constitué une des grandes innovations politiques de la fin du 20<sup>e</sup> siècle. C'est en son sein qu'a été d'abord analysée et combattue la forme nouvelle prise par l'exploitation capitaliste et l'impérialisme économique à travers la mondialisation libérale. Il a une double origine, qui lui a permis dès le départ d'articuler étroitement les préoccupations économiques et sociales d'une part, environnementales d'autre part.

Pour les premières, la lutte contre les effets destructeurs du libre-échange économique, notamment à travers des traités comme l'ALENA en Amérique du Nord et, surtout, le traité de Marrakech donnant naissance à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), a permis de rassembler des associations de lutte de tous les continents, avec une présence timide au début mais rapidement croissante du mouvement syndical. Ce processus a culminé matériellement et symboliquement avec les grandes manifestations qui ont accompagné et, en grande partie, bloqué la réunion ministérielle de l'OMC à Seattle en décembre 1999.

S'agissant de l'environnement, les Nations unies ont réuni une conférence mondiale sur l'environnement et le développement en 1992 à Rio. Ce « Sommet de la Terre » a été marqué par un forum d'organisations non gouvernementales avec des milliers de participants. Ce forum allait jeter les bases des revendications futures en matière de développement durable. Elles seront

rassemblées dans la Charte de la Terre adoptée en 2000 après une décennie de débats entre les ONG concernées, notamment celles d'Amérique du Sud.

La jonction de ces deux courants pour le premier Forum social mondial à Porto Alegre en 2001, conçu à l'origine comme un simple contre-Davos, est une des explications du retentissement immédiat des forums sociaux. Rapidement, ils ont connu dans de nombreux pays des déclinaisons nationales et locales qui ont permis de rassembler des organisations et des personnes jusque-là peu habituées à réfléchir et à agir ensemble.

Dix ans après, de nombreuses initiatives ont eu lieu dans le monde pour tenter de faire un premier bilan. Avec ce dossier de *Transform!* nous voudrions apporter notre modeste contribution à cette réflexion. Il faut évidemment distinguer dans cette analyse ce qui relève du mouvement lui-même et ce qui est propre à ses manifestations les plus visibles, à savoir les forums sociaux et, parmi eux, la matrice de tout le processus, les Forums sociaux mondiaux. L'organisation de ceux-ci a fait dès l'origine l'objet d'un compromis. Pour des raisons propres à leurs traditions et au contexte dans lequel leur activité s'inscrit, les mouvements brésiliens ont privilégié l'adoption d'une Charte dont la disposition la plus connue, qui est aussi celle qui allait poser le plus de problèmes par la suite, définit le forum social mondial comme «un espace de rencontre ouvert», qui n'a pas «un caractère délibératif en tant que forum social mondial», personne n'étant «autorisé à exprimer au nom du Forum, dans quelque édition que ce soit, des prises de position prétendant être celles de tous les participants». Ceux-ci «ne doivent pas être appelés à prendre des décisions [...] sur des déclarations ou propositions d'action». Enfin, «le Forum social mondial est un espace pluriel et diversifié, non confessionnel, non gouvernemental et non partisan».

Sur cette base, plus ou moins respectée dans les faits à vrai dire, l'apport des forums sociaux et du mouvement altermondialiste au cours de ces dix années a été considérable, tout au moins sur deux plans :

- Celui de l'analyse et de la délégitimation du néolibéralisme comme seul modèle possible pour l'humanité d'une part, ce qui s'est traduit par le retentissement très large du slogan : «Un autre monde est possible» ;
- Celui de la construction et du renforcement de réseaux internationaux de lutte d'autre part.

Comme tout compromis, celui de Porto Alegre allait être rapidement source de tensions autour de deux questions principales.

- Quel a été l'impact réel du mouvement altermondialiste sur la situation économique et sociale dans les pays du monde, alors que la crise a considérablement aggravé les injustices et les inégalités ? Autrement dit, est-il suffisant aujourd'hui de débattre ensemble, comme le dit la Charte de Porto Alegre, alors qu'il faudrait agir et s'appuyer sur le mouvement altermondialiste à cette fin ?

- Peut-on continuer à maintenir une séparation stricte avec les partis politiques et les gouvernements, au moment où, notamment en Amérique latine, des changements profonds sont en cours avec l'arrivée de gouvernements agissant sur des bases semblables à celles du mouvement altermondialiste et faisant ouvertement appel à la coopération avec celui-ci ?

Les articles qui suivent abordent ces questions et d'autres sous des angles divers.

Chico Whitaker, qui a été un des initiateurs du processus de création du Forum social mondial et un des inspirateurs de la Charte de Porto Alegre, revient sur ce texte, dans le contexte de la percée de la gauche en Amérique latine.

Walter Baier fait le point sur le mouvement et sur les Forums sociaux « dix ans après ». Un nombre croissant d'acteurs des forums sociaux ressentent le besoin d'unir leurs forces pour construire une contre-hégémonie face au néolibéralisme.

Raffaella Bolini rappelle le cheminement original du Forum social européen et le lien étroit avec le Forum social mondial. Les difficultés rencontrées par le FSE sont le reflet des réalités européennes. Le FSE doit être un espace permettant de construire un nouveau projet européen.

Christophe Ventura soutient le point de vue selon lequel les évolutions récentes, et notamment l'arrivée au pouvoir de forces politiques favorables au mouvement altermondialiste, devraient conduire celui-ci à investir les nouveaux espaces de coopération ainsi ouverts et passer en quelque sorte au stade suivant, le post-altermondialisme.

Asbjørn Wahl s'interroge sur la crise actuelle et l'avenir des forums sociaux européens.

Lothar Bisky, président du groupe GUE/NGL au Parlement européen, aborde l'échec de la conférence de Copenhague mais il montre aussi les potentialités nouvelles ouvertes lors de cette conférence avec la place prise par les pays du Sud et les mouvements sociaux.

Enfin, nous publions la Déclaration des peuples, élaborée dans le cadre de *Climate Justice* qui, après l'échec de la Conférence de Copenhague, continue à agir pour placer la question de la justice sociale au cœur des débats sur l'environnement.